

Dédoubllement de tous les CP et CE1 : bonne idée, mais expliquez-nous.

« Partout où il y a des difficultés, il faut mettre moins d'élèves par classe. C'est pour ça que nous avons cet objectif de 12 élèves par classe. Mon objectif est qu'on puisse y arriver dans toutes les classes de CP et CE1, qui sont les moments où on apprend à lire, écrire, compter et à se comporter », a déclaré le 15 janvier 2019, Emmanuel Macron lors du lancement du *Grand débat* en Normandie. Dans le même temps, le ministre de l'Éducation nationale a annoncé lors de ses vœux à la presse qu'il réfléchissait à l'abaissement des effectifs en grande section de maternelle.

On assiste là, à une nouvelle opération de communication. Abaisser les effectifs, c'est une préoccupation récurrente des enseignantes et des enseignants des écoles que le SNUipp-FSU ne cesse de porter. Mais, la mise en œuvre d'une telle mesure est antinomique avec les suppressions de poste annoncées pour le quinquennat dans la Fonction publique.

Le dédoublement des CP et CE1 en REP et REP+ a déjà nécessité 13 000 postes, selon les propres chiffres du ministère. Il faudrait donc en trouver autour de 52 000 de plus pour pouvoir réaliser une telle mesure. Quand on met ces chiffres en regard des 50 000 suppressions de postes projetés dans la Fonction publique d'État, dont on peut estimer que la moitié serait faite à l'Éducation nationale, on est en droit de s'interroger.

Il faut donc y voir à nouveau un danger pour les effectifs des autres classes, pour les classes et écoles en milieu rural, pour les classes maternelles ou encore pour les postes de remplaçants ou de personnels spécialisés.

Le SNUipp-FSU avec l'ensemble de la profession continue de demander un abaissement des effectifs dans toutes les classes, partout, parce qu'il est indéniable que cela améliore les conditions d'apprentissage des élèves et d'exercice du métier. Mais pour ça, il ne s'agit pas de déshabiller Pierre pour habiller Paul. C'est de créations de postes à la hauteur de la réalité des besoins qu'il est question. Et pas d'annonces tonitruantes sans lendemain.

Paris, le 17 janvier 2019